



CONVENTION DE FINANCEMENT INTRACTING

ENTRE

[NOM COLLECTIVITE]

identifié(e) sous le numéro SIREN [●] et ayant son siège à [●],

Représenté(e) aux fins des présentes par [●], agissant en qualité de [●] et dûment habilité(e) à cet effet par délibération [●] en date du [●],

Ci-après, indifféremment, désignée l'« **Emprunteur** », la « **Collectivité** »

D'UNE PART,

ET

Le SDE 24

identifié(e) sous le numéro SIREN [●] et ayant son siège à [●],

Représenté(e) aux fins des présentes par [●], agissant en qualité de [●] et dûment habilité(e) à cet effet par délibération [●] en date du [●],

Ci-après, indifféremment, désigné le « **Prêteur** », le « **SDE 24** »

D'AUTRE PART,

Celles/Ceux-ci désigné(e)s ci-après, ensemble, les « **Parties** » et, individuellement, une « **Partie** »

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| ARTICLE 1. DEFINITIONS..... | 3 |
| ARTICLE 2. OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION | 5 |
| ARTICLE 3. ENGAGEMENTS FINANCIERS..... | 5 |
| 3.2.1 Déclarations | 5 |
| 3.3.2 Engagements de l'Emprunteur | 6 |
| ARTICLE 4. TAUX D'INTERET DE L'ARI | 6 |
| ARTICLE 5. CONDITIONS SUSPENSIVES | 6 |
| ARTICLE 6. MODALITES DE VIREMENT ET REMBOURSEMENT | 7 |
| ARTICLE 7. AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DU PATRIMOINE PUBLIC... | 8 |
| ARTICLE 9. RESILIATION ANTICIPEE..... | 9 |
| ARTICLE 10. TRANSFERT DE LA CONVENTION | 9 |
| ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE | 9 |
| ARTICLE 12. PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL..... | 10 |
| ARTICLE 13. Divisibilité des clauses de la Convention | 10 |
| ARTICLE 14. RENONCIATION – ABSENCE D'IMPRÉVISION | 10 |
| ARTICLE 15. COMMUNICATION | 10 |
| ARTICLE 17. MODIFICATION DE LA CONVENTION | 10 |
| ARTICLE 18. Droit applicable – Juridiction compétente | 11 |

IL EST PRÉALABLEMENT RAPPELÉ QUE :

Dans le cadre de la stratégie nationale bas carbone (SNBC), pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, la France doit réduire sa consommation en énergie et accélérer la rénovation énergétique de son patrimoine. La rénovation énergétique des bâtiments et/ou équipements publics est un enjeu majeur de la transition énergétique qui nécessite des investissements importants dans la durée et constitue l'un des pivots principaux des engagements pris au niveau national en matière d'énergie renouvelable, de mix énergétique et d'efficacité énergétique.

Dans cette perspective, le SDE 24 a souhaité faciliter l'action des collectivités en leur proposant de devenir maître d'ouvrage délégué lors de la rénovation énergétique des bâtiments publics. Il est accompagné par la Banque des Territoires, partenaire privilégié des collectivités territoriales. La Banque des Territoires encourage la mise en place d'un modèle économique vertueux pour l'efficacité énergétique du patrimoine immobilier des personnes publiques, permettant notamment le développement de programmes d'actions à fort potentiel d'économies d'énergies à court et moyen termes, dans le cadre du Dispositif Intracting visant à faciliter la réalisation de l'objectif de réduction des consommations énergétiques des bâtiments et/ou équipements publics.

Dans ce cadre, la Banque des territoires accompagne et finance la mutualisation du Dispositif Intracting opérée par le SDE 24, pour le compte de ses collectivités membres, dans le cadre des prescriptions du Code général des collectivités territoriales (« **CGCT** ») notamment l'article L. 2224-34 en son alinéa suivant : « *Les personnes publiques mentionnées au présent article peuvent prendre en charge, pour le compte de leurs membres, tout ou partie des travaux nécessaires pour améliorer la performance énergétique des bâtiments dont ces membres sont propriétaires. Elles peuvent assurer le financement de ces travaux. Ces travaux font l'objet de conventions conclues avec les membres bénéficiaires* ».

CECI EXPOSE, LES PARTIES AUX PRÉSENTES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1. DEFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application de la Convention, les termes et expressions en majuscules ci-après auront les significations suivantes :

« **Actions de Performance Énergétique** » ou « **APE** » : désignent les dispositions, en particulier le programme de travaux, devant permettre de réaliser l'Objectif d'Amélioration de la Performance Énergétique du patrimoine et détaillé à l'Annexe 1.

« **Avance Remboursable Intracting** » ou « **ARI** » : désigne l'avance octroyée à la collectivité par la CDC dans le cadre du Dispositif Intracting, versée en un ou plusieurs Versement(s), affectée exclusivement au financement de la réalisation des APE listées à l'Annexe 1, et dont les conditions de remboursement sont fondées sur les Economies d'Énergie attendues, puis réalisées, grâce à la mise en œuvre de ces APE.

« **Bilan Négatif** » : désigne l'hypothèse dans laquelle la réalisation des APE ne permet pas d'atteindre les Economies d'Énergie.

« **Consommation de Référence** » : désigne la consommation d'Énergie de la Personne Publique sur une période dite « de référence », précédant la mise en œuvre des APE, mesurée ou évaluée en unités physiques (exprimées en kWh, m³, ...).

« **Consommation de Référence Ajustée** » : désigne la consommation d'Energie sur une période dite « de référence », précédant la mise en œuvre des APE, exprimées en unités physiques (kWh, m³, ...), et dont la valeur fait l'objet de mesures d'ajustement pour corriger la réalisation d'événements biaisant les résultats.

« **Consommation Constatée** » : désigne la consommation d'Energie des ouvrages constatée, après mise en œuvre des APE, dans le cadre du suivi réalisé et supervisé par le Référent Energie du SDE 24. La Consommation Constatée est calculée en unités physiques (exprimées en kWh, m³,) conformément aux indicateurs prévus en Annexe 3.

« **Consommation d'Energie Évitée** » : désigne le différentiel entre la Consommation de Référence Ajustée et la Consommation Constatée, exprimées en unités physiques, (kWh, m³) selon le référentiel et les indicateurs utilisés.

« **Convention** » : désigne l'ensemble constitué par le présent contrat, ainsi que ses annexes (« **Annexe(s)** ») et ses éventuels avenants.

« **Date de Début de la Période d'Amortissement** » : correspond à la Date de Valeur d'un Versement.

« **Dates d'Échéances** » : correspondent, pour un Versement, aux dates de paiement des intérêts et de remboursement du capital pendant la Période d'Amortissement.

« **Date d'Effet** » : désigne la date de prise d'effet de la Convention après réception, par le Prêteur, de la Convention signée par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que les conditions stipulées à l'Article 5.1 « **Conditions suspensives à la prise d'effet de la Convention** » ont été remplies.

« **Date de Valeur** » : désigne la date de mise à disposition d'un Versement. Cette date est nécessairement un Jour Ouvré.

« **Date Limite de Mobilisation d'un Versement** » : désigne la Date de Valeur au-delà de laquelle un Versement annuel ne peut être effectué.

« **Économies d'Energie** » : désignent l'évaluation physique et financière la Consommation d'Energie Evitée exprimée en énergie finale grâce à la mise en œuvre des APE.

« **Énergie** » : désigne tout type d'énergies (notamment, la chaleur et l'électricité), ainsi que tout type de fluides (l'eau y compris).

« **GES** » : expriment les émissions de gaz à effet de serre selon l'unité de mesure « équivalent CO₂ ».

« **GES Constatés** » : désignent les émissions de gaz à effet de serre du patrimoine objet des APE, après travaux.

« **GES de Référence** » : désignent les émissions de gaz à effet de serre du patrimoine objet des APE, avant travaux.

« **GES Évité** » : désigne l'écart entre les GES de Référence et les GES Constatés.

« **Jour Ouvré** » : désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

« **Objectif d'Amélioration de la Performance Énergétique** » : désignent les objectifs d'économies de consommation d'Energie à atteindre à la suite de la mise en œuvre des APE et détaillés en Annexe 1.

« **Période d'Amortissement** » : désigne, pour chaque Versement, la période débutant à l'issue d'un Versement, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article 6.2 « **Remboursement de l'ARI** » et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

« **Référent Énergie** » : désigne la personne qualifiée chargée (de type « conseiller énergie », « économe de flux ») par le SDE 24 afin d'assurer le suivi et le pilotage opérationnel du Dispositif Intracting et de présenter le rapport d'activité annuel aux étapes définies aux présentes.

ARTICLE 2. OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION

2.1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention est complémentaire à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée signée entre la collectivité et le SDE 24 pour la réalisation des travaux de rénovation énergétique du bâtiment [●]. Dans le cadre du Dispositif Intracting mutualisé, le SDE 24 permet à l'Emprunteur de disposer d'une Avance Remboursable Intracting destinée à financer le projet de rénovation susmentionné (« **Projet** »).

La Convention a pour objet de définir les modalités du financement de l'Emprunteur par le SDE 24, sous la forme d'une ARI, ainsi que les obligations de chacune des Parties dans ce cadre.

En cas de contradiction entre la convention et ses Annexes, les stipulations de la présente convention prévaudront sur les Annexes.

2.2 – DUREE TOTALE

La Convention entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article 5.1 « **Conditions suspensives de prise d'effet** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance de l'ARI et selon les modalités du « **Tableau prévisionnel de Versement(s) et caractéristiques de l'ARI** » de l'Annexe 2.

ARTICLE 3. ENGAGEMENTS FINANCIERS

3.1 – AVANCE REMBOURSABLE INTRACTING

Au titre du dispositif, le SDE 24 consent à l'Emprunteur une Avance Remboursable Intracting représentant [●] % du besoin de financement des Dépenses Eligibles au Dispositif Intracting, soit un montant total de **en lettres** euros (**en chiffres** €) et tel qu'indiqué à l'Annexe 2.

L'ARI consentie par le SDE 24 constitue un prêt au sens du Code de la consommation.

3.2 – DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

3.2.1 Déclarations

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant la Convention et les accepter ;
- avoir la capacité de conclure et signer la Convention à laquelle elle est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- avoir une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement de l'ARI et reconnaître avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- l'exactitude et la sincérité des informations et documents transmis et notamment la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre du Projet financé.

3.3.2 Engagements de l'Emprunteur

Sous peine de déchéance du terme de remboursement de l'ARI, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter l'ARI exclusivement au Projet faisant l'objet de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, susmentionnée;
- rembourser l'ARI aux Dates d'Echéances convenues ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'Article 6.3.2 « **Remboursements anticipés obligatoires** » ;
- allouer, à l'occasion de l'adoption de chacun de ses budgets annuels, les fonds nécessaires au remboursement de l'ARI à hauteur des montants et dans le respect de l'échéancier fixé par le Plan de Financement
- informer, sans délai, le Prêteur de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque susceptible de faire obstacle à la réalisation du Projet ;
- ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre de la Convention sans l'autorisation expresse du Prêteur.

ARTICLE 4. TAUX D'INTERET DE L'ARI

L'ARI est remboursable selon les modalités prévues à l'Article 6 « **Modalités de Versement et de Remboursement** » et ne porte pas d'intérêt.

ARTICLE 5. CONDITIONS SUSPENSIVES

5.1 - CONDITIONS SUSPENSIVES ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DE LA CONVENTION

La Convention prendra effet à la date de réception par le Prêteur de ladite convention signée par l'ensemble des Parties et, après réalisation à la satisfaction du SDE 24, de l'ensemble des conditions ci-après mentionnées, à savoir la production de :

- la décision exécutoire de l'organe compétent de l'Emprunteur autorisant le recours à l'Avance Remboursable Intracting accompagnée, le cas échéant, de la délibération du conseil portant délégation à l'exécutif en cas de décision prise par ce dernier
- la convention de Maitrise d'ouvrage déléguée signée

A défaut de réalisation de ces conditions à la date du **jour mois AAAA**, le Prêteur pourra considérer la Convention comme nulle et non avenue.

Commenté [LGP1]: Guide de rédaction :
Prévoir une date correspondant à 3 mois à compter de l'envoi de la convention

5.2 - CONDITIONS SUSPENSIVES AU BÉNÉFICE DE L'ARI

Il est précisé que tout Versement est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article 3.3 « **Déclarations et engagements de l'Emprunteur** »
- qu'aucun cas de remboursement anticipé obligatoire, visé à l'Article 6.3.2 ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur.

ARTICLE 6. MODALITES DE VIREMENT ET REMBOURSEMENT

6.1 – MODALITES DE VERSEMENT ET NOTIFICATION

L'ARI étant destinée à financer les travaux de rénovation énergétique prévus dans la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée liée, l'ARI sera conservé par le SDE 24 pour financer lesdits travaux. L'ARI sera ainsi déduit du montant définitif appelé à la commune à la fin des travaux.

6.2 – REMBOURSEMENT DE L'ARI PAR L'EMPRUNTEUR

L'Emprunteur s'engage à procéder au remboursement de l'ARI selon les modalités définies à la présente Convention.

Un premier tableau d'amortissement théorique, établi à titre indicatif, est prévu à l'Annexe 1. Ce tableau indique le montant prévisionnel des échéances, sur la base d'une Date de Valeur théorique d'un Versement et à partir des conditions financières connues à la date d'émission de la Convention, ainsi que les années de remboursement des échéances.

La Collectivité s'engage à assurer, pendant toute la durée de la Convention, l'abondement de la ligne budgétaire dédiée à l'ARI à hauteur des montants et dans le respect de l'échéancier fixé, selon les modalités décrites au présente.

Les paiements sont effectués à réception du titre de recette du SDE 24 de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables du SDE 24 au plus tard à la Date d'Échéance ou le premier Jour Ouvré suivant celui de la Date d'Échéance si ce jour n'est pas un Jour Ouvré.

6.3 – REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS

6.3.1. Remboursements anticipés volontaires

Avant le terme de l'ARI prévu par la Convention, l'Emprunteur pourra proposer d'effectuer un remboursement anticipé volontaire de l'ARI.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire devra indiquer la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser le Versement auquel ce remboursement anticipé sera affecté.

Le remboursement par l'Emprunteur devra intervenir au plus tard dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la signature par les Parties de l'avenant actualisant le Plan de Financement Pluriannuel Prévisionnel.

6.3.2. Remboursements anticipés obligatoires

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre de la Convention, deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- non-respect des déclarations et engagements de l'Emprunteur visés à l'Article 3.3 « **Déclarations et engagements de l'Emprunteur** » ;
- tout impayé à Date d'Echéance, ce dernier entraînera également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation du Projet ;
- annulation, résiliation ou retrait d'un acte juridique en lien avec le Projet ;
- dévolution du patrimoine, objet du Projet, par transfert ou reprise de compétence par une autre personne publique voire la perte de la qualité de maître d'ouvrage par la collectivité. Dans ce cas, l'ARI sera remboursée par anticipation à due concurrence de la quote-part liée au patrimoine concerné par ladite dévolution.

6.4 – RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de l'ARI non réglée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de ladite date, au taux majoré de trois (3) % l'an.

Dans le cas d'un remboursement anticipé obligatoire, la date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre de la Convention.

ARTICLE 7. AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DU PATRIMOINE PUBLIC

7.1. ETABLISSEMENT DES CONSOMMATIONS DE REFERENCE

La Consommation de Référence doit être déterminée pour établir les Economies d'Energie qui seront réalisées et en définir leur valorisation financière.

La quantité de GES de Référence est également établie afin de pouvoir déterminer la réduction d'émissions.

Après la mise en œuvre d'une APE, la Consommation d'Energie Evitée est déterminée en comparant la Consommation d'Energie Constatée à la Consommation de Référence.

ARTICLE 9. RESILIATION ANTICIPEE

9.1.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

La Collectivité peut, à tout moment, décider de résilier la Convention pour un motif d'intérêt général. La Convention est résiliée, de plein droit, trente (30) jours calendaires après notification par la Collectivité au SDE 24, par lettre recommandée avec avis de réception, indiquant le motif d'intérêt général fondant sa décision.

9.1.2 – Résiliation pour cas de force majeure

En cas de survenance d'un événement de force majeure tel que défini par la jurisprudence française affectant l'exécution de la Convention, la première Partie qui en a connaissance en informe l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trente (30) jours. Les Parties pourront alors se rencontrer pour essayer d'y remédier.

Si l'événement de force majeure rend impossible la poursuite de l'exécution de la Convention durant plus de six (6) mois la Convention pourra être résiliée de plein droit trente (30) jours calendaires après notification par l'une des Parties à l'autre, par lettre recommandée avec avis de réception, et constatation par les Parties de l'événement rendant impossible l'exécution de la Convention.

9.1.3 – Conséquences financières des premiers cas de résiliation

La Collectivité reste tenue de rembourser au SDE 24 l'intégralité des sommes qui lui sont dues au titre de la Convention, à la date effective de résiliation.

A la demande de l'Emprunteur et avant la date effective de résiliation, le SDE 24 pourra accepter que le remboursement des sommes qui lui sont dues fasse l'objet d'un nouvel échelonnement arrêté par les Parties, après accord de la Banque des Territoires.

ARTICLE 10. TRANSFERT DE LA CONVENTION

Dans l'hypothèse où l'une des Parties se trouverait substituée par une autre personne morale en cours d'exécution de la Convention, notamment en conséquence d'une modification de statut ou d'un transfert de compétence ou de la création d'une Commune nouvelle, la Convention sera transmise à la personne morale venant aux droits de la Partie se trouvant substituée, laquelle devra en poursuivre l'exécution.

ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, qui leur auront été communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

Ne sont pas des Informations confidentielles :

- Les informations qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication ;

- Les informations que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente ou en raison de toute obligation d'information ou de toute obligation de communication de documents administratifs.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de la Convention et demeurera en vigueur pendant une durée de deux (2) ans au terme de la Convention.

ARTICLE 12. PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL

Chacune des Parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données personnelles, notamment la Loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

ARTICLE 13. DIVISIBILITE DES CLAUSES DE LA CONVENTION

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avère nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle est alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité de ses autres stipulations.

ARTICLE 14. RENONCIATION – ABSENCE D'IMPRÉVISION

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou constate son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Sans préjudice des stipulations de la Convention, chacune des Parties convient par les présentes que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre de la Convention est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

ARTICLE 15. COMMUNICATION

Toute communication sur l'opération de rénovation énergétique devra mentionner la participation du SDE 24 et de la Banque des Territoires.

ARTICLE 17. MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification apportée à la Convention doit prendre la forme d'un avenant, dûment daté et signé entre les Parties.

Tout avenant à la Convention emportant modification substantielle des conditions de mise en œuvre du Dispositif Intracting, devra faire l'objet d'un accord des 2 parties ;

ARTICLE 18. DROIT APPLICABLE – JURIDICTION COMPETENTE

La Convention est soumise au droit français pour sa validité, son interprétation et son exécution.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver, de bonne foi et dans un délai raisonnable, un accord.

A défaut, tout litige sera soumis à la juridiction exclusive des tribunaux compétents situés dans le ressort du Tribunal administratif de Bordeaux

Fait à [●], le [●] 20[●]

En deux (2) exemplaires originaux

Pour la Collectivité
Civilité Prénom NOM,
Qualité

Pour le SDE 24
Civilité Prénom NOM,
Qualité

Cachet



LISTE DES ANNEXES

Annexe 1

Tableau financier

Annexe 3

Mesure et indicateurs de suivi de la performance énergétique

MODELE



ANNEXE 1 - Tableau d'amortissement

Préciser la date d'envoi des titres de recettes

MODELE

ANNEXE 2

Mesure et suivi de la performance énergétique

La réduction de consommation d'énergie, de fluides et d'émissions d'équivalent Carbone résultent d'une part d'une Consommation d'Énergie Évitée, d'autre part, au recours à des énergies moins émissives en gaz à effet de serre.

Afin de retracer ces réductions, il est nécessaire d'établir un suivi des données qui permet de mesurer leur impact positif en consommations, émissions, ainsi qu'en valorisation économique.

Après la première période triennale, en l'absence d'outil de mesure ou de calcul des consommations, il est nécessaire d'appliquer une méthodologie d'estimation de celles-ci. Les Parties conviennent de se référer au protocole PIMVP (Protocole International de Mesure et Vérification de la Performance) pour mesurer la performance des travaux d'Économie d'Énergie réalisés.

Ce suivi permet d'effectuer un pilotage et d'appliquer des mesures correctives pour assurer la production des résultats attendus, ceci concernant, les actions (performance), l'exploitation (efficacité), les usages, le financement et le budget (économies).

Le maître d'ouvrage s'appuie sur des outils et des méthodes visés dans la convention et précisés dans le cadre de la présente annexe et de l'Annexe 1.

A des fins de suivi de la bonne exécution du Dispositif Intracting, les Parties suivront les indicateurs ci-après, et qui seront notamment repris dans le rapport annuel de la mise en œuvre des actions par le Référent énergie :



| INDICATEURS ANNUELS | Ann ée 1 | Ann ée 2 | Ann ée 3 | Ann ée 4 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Superficie en m² traités dans le périmètre Intracting/ an | | | | |
| Taux de réalisation effective (%) | | | | |
| Consommation kWhEF/m².an | | | | |
| Consommation kWhEF/m².an évitée | | | | |
| Gain attendu après APE kWh/an | | | | |
| Gain constaté des consommations en kWh/an (si possible par APE sinon global) | | | | |
| Réduction constatée d'émissions de GES ou CO2eq/an | | | | |
| Gain après APE €/an | | | | |
| Consommation m3/an | | | | |
| Gain après travaux m3/an | | | | |
| Nombre d'actions de sensibilisation / an | | | | |
| Nombre de personnes touchées par les actions de sensibilisation | | | | |